

## LA RECENSION DES ARCHIVES DE LA FORMATION SYNDICALE FRANÇAISE : DES PISTES DE RECHERCHES RENOUVELÉES

**David Hamelin**

**La Découverte** | *Le Mouvement Social*

2011/2 - n° 235  
pages 151 à 161

**ISSN 0027-2671**

Article disponible en ligne à l'adresse:

---

<http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2011-2-page-151.htm>

---

Pour citer cet article :

---

Hamelin David , « La recension des archives de la formation syndicale française : des pistes de recherches renouvelées » ,  
*Le Mouvement Social*, 2011/2 n° 235, p. 151-161. DOI : 10.3917/lms.235.0151

---

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# La recension des archives de la formation syndicale française : des pistes de recherches renouvelées

par David HAMELIN\*

Former les cadres, les militants et les adhérents syndicaux apparaît, sous des formes et des objectifs divers, comme une exigence régulièrement rappelée par les organisations syndicales, quelle que soit leur filiation ou leur culture sociale et politique. Par ailleurs, cette activité ne cesse de prendre une place croissante, en lien avec la volonté des pouvoirs publics de pacifier les relations professionnelles dans la société de l'après-guerre. Ceux-ci allouent donc des moyens aux syndicats représentatifs pour organiser des sessions de formation.

Pourtant, jusqu'à une période récente, la formation syndicale n'a suscité que de façon circonstancielle l'intérêt des historiens<sup>1</sup>.

On doit à des membres d'autres disciplines comme Noël Terrot<sup>2</sup>, Guy Brucy<sup>3</sup> ou Lucie Tanguy<sup>4</sup>, mais aussi à ceux réunis autour du GEHFA<sup>5</sup>, d'avoir défriché et posé les premiers jalons de cette dimension singulière du syndicalisme, pourtant si importante sur les plans économique, social et politique.

Le présent travail de repérage, de recension des fonds existants, réalisé dans le cadre du projet Formasynd<sup>6</sup>, vise à mieux faire connaître les possibilités offertes aux chercheurs, grâce à de formidables archives, pour leur très grande majorité non exploitées.

On ne trouvera pas ici, avec exhaustivité, l'ensemble des fonds existants en la matière. L'extrême émiettement des dispositifs, que ce soit sur les plans géographique – des formations menées dans les syndicats, les unions locales (UL), les unions départementales (UD), les unions régionales (UR), au niveau confédéral –, organisationnel – quatre confédérations, deux unions de syndicats, un syndicat catégoriel, une fédération enseignante – ou professionnel – au sein des nombreuses fédérations –, rend presque impossible une telle entreprise, même si nous trouvons dans le travail de Michel Dreyfus des indications sur les sources disponibles dans nombre

---

\* Doctorant d'histoire contemporaine à l'Université de Poitiers.

1. Cf. M.-N. THIBAUT, « La CFDT et son histoire », *Le Mouvement Social*, n° 100, juillet-septembre 1977, p. 93-100, et R. TREMPÉ, « La CGT », *ibid.*, p. 81-92.

2. N. TERROT, *Histoire de l'éducation des adultes en France*, 1<sup>ère</sup> éd. Paris, Edilig, 1983 ; nouv. éd. mise à jour, Paris, L'Harmattan, 1997.

3. G. BRUCY, *Histoire des diplômés de l'enseignement technique et professionnel (1880-1965). L'État, l'École, les entreprises et la certification des compétences*, Paris, Belin, 1998.

4. L. TANGUY, *Les Instituts du travail. La formation syndicale à l'université de 1955 à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

5. Le GEHFA (Groupe d'étude – histoire de la formation des adultes) a été le promoteur depuis 1997 de séminaires, journées d'étude, de colloques mais aussi de publications. Ses travaux sont accessibles sur son site : <http://gehfa.com/>

6. L'ensemble des fonds ainsi repérés sont consultables auprès des services d'archives et/ou de documentation des organisations syndicales mais également de façon agrégée sur le site Internet de Formasynd : <http://193.51.139.87/formasynd/>

de dépôts départementaux<sup>7</sup>. Aussi nous sommes-nous limités aux fonds détenus au niveau national et interprofessionnel par plusieurs des principales confédérations et fédérations syndicales (CFDT, CFTC, CGT, CGT-FO, FEN, FSU...)<sup>8</sup>, ainsi qu'à certains dépôts significatifs.

## Les archives de la CFDT

La CFDT dispose d'un double service d'archives. Les archives confédérales sont centrées sur les structures confédérales et les archives interfédérales ont vocation à accueillir les archives des fédérations, même si à l'heure actuelle toutes n'ont pas le même rapport à leurs archives, à leurs dépôts et à la valorisation de celles-ci. Comme le rappellent leurs responsables, la CFTC devenue CFDT en 1964, a très tôt eu le souci de conserver ses archives. La qualité et la quantité des archives mobilisables l'attestent indéniablement. Il faut rappeler en quoi la formation a joué un rôle crucial dans l'histoire de cette confédération : usage de la formation par le groupe *Reconstruction* dans les années 1950 et qui mène à la laïcisation de la CFTC, stratégie syndicale dans les années 1970 autour du programme commun ou de l'action juridique. Dans ces fonds, on trouve d'abord la presse confédérale qui peut livrer d'utiles renseignements sur l'éducation syndicale, à commencer par *ENO, le Bulletin de l'école normale ouvrière*, dont vingt-sept numéros paraissent avant-guerre et sont conservés sous la cote 4F1. On y trouve aussi le mensuel *Formation* (F2-7), créé en juin 1947, devenant bimestriel en 1962 et cessant sa parution en décembre 1971, et un certain nombre de fonds personnels de cadres syndicaux ayant eu des responsabilités en matière de formation syndicale (tels ceux de Gérard Espéret pour les années 1940 à 1950, classés sous la cote 10P36-43). Deux inventaires retiendront ici notre attention.

Le premier concerne les archives du secrétariat confédéral et couvre les années 1914-1970 (2-7H). Il est découpé en périodes correspondant soit à des bornes historiques, soit à des changements survenus dans l'organisation de la confédération.

La série 2H permet de prendre la mesure des premières initiatives de la CFTC dans l'entre-deux-guerres dans le domaine de la formation par l'intermédiaire de cours dactylographiés de personnalités comme Madeleine Tribolati ou Paul Vignaux. Particulièrement riches, ces archives permettent de suivre avec une certaine précision l'activité des ENO régionales, leurs conditions de mise en place mais aussi les sessions de formation confédérales (participants, programmes suivis, organisation matérielle...) qui ont lieu dans les locaux de Bierville. Un certain nombre de documents permettent d'appréhender son fonctionnement au quotidien.

Les thèmes d'étude de l'Institut confédéral d'études et de formation syndicale (ICEFS) peuvent également être suivis. Enfin, quelques documents concernent les activités de l'Institut du travail de Strasbourg (7H525-528) ou les voyages de formation à l'étranger dans les années 1964-1965 (7H531-532).

De façon générale, ces archives reflètent le pragmatisme en matière d'éducation. Avec une certaine constance sont menées alternativement des formations

7. M. DREYFUS, *Guide des sources en histoire ouvrière et sociale*, Paris, Éditions Ouvrières, 1987.

8. Nous nous devons ici de remercier les archivistes et documentalistes qui ont bien voulu prendre de leur temps et notamment : Anthony Lorry (CEDIAS Musée Social), Laurent Barberon (CFTC), Annie Kuhnmunch et Elise Mavraganis (CFDT), Aurélie Mazet (CGT), Christophe Couillard et Pascale Rubin (CGT-FO), Alain Dalaçon (FSU), Jean-Michel Benichou et Gérard Coste (Solidaires).

ayant trait à des sujets d'ordre idéologique (Socialisme et démocratie ; Économie et humanisme...), à des domaines plus techniques (délégué du personnel, conseils de prud'hommes, Sécurité sociale...) ou en lien avec les politiques publiques ou d'économie politique (planification, développement du capitalisme...).

En filigrane, il est possible de suivre l'action de Raymond Lebescond, véritable cheville ouvrière de l'activité de formation à la CFDT (5H163).

Le second inventaire, couvrant la période 1971-1988 (Série 8H), démontre un accroissement de l'activité de formation, mais aussi des débats et des craintes concernant la déconnexion entre la formation et les politiques syndicales confédérales. Cette série permet de continuer à suivre les activités de l'ENO, de l'ICEFS, de la Commission confédérale de formation et donne de nouveaux éléments sur le site de Bierville. En outre elle met en exergue des sessions illustrant les approches renouvelées de la CFDT. Les documents concernent les sessions de formations d'animateurs de formation, les sessions de formation prud'homale, l'utilisation de nouvelles technologies comme l'audiovisuel et enfin les relations entre la CFDT et l'Institut des sciences sociales du Travail (ISST) à compter de 1966.

Les archives des fédérations mettent également à disposition quelques documents mais en quantité moindre. Néanmoins il est utile de préciser que les archives confédérales révèlent de nombreux éléments pour apprécier les formations organisées par certaines fédérations. Parmi les fédérations ayant conservé dans leurs fonds propres des archives relevant de notre champ, on signalera celles de l'Enseignement privé (FEP) pour la période 1967-1991, du Gaz et de l'Electricité (FGE) pour la période 1975-1988, de l'Habillement Cuir Textile (HACUITEX) notamment en matière de prévention et de sécurité dans le travail (1979-1989), du Personnel du ministère de l'intérieur et des Collectivités locales (INTERCO) entre 1962 et 1977, de la Protection sociale-Travail-Emploi (PSTE) de 1970 à 1976.

Si les archives confédérales et celles des fédérations sont rassemblées sur deux sites précis (boulevard de la Villette pour les premières, avenue Simon Bolivar pour les secondes), reste que les archives des syndicats, unions locales et surtout unions régionales sont conservées par les organismes syndicaux ou au sein des archives départementales. Dans le cas de l'Union régionale CFDT du Nord-Pas-de-Calais, c'est aux Archives Nationales du Monde du Travail à Roubaix (ANMT) que celles-ci sont conservées par convention. Le guide des sources des archives de la CFDT publié en 1995 rend compte de cette richesse archivistique en région qu'il conviendra un jour d'exploiter.

Dans leur ensemble ces archives permettent de mener des travaux précis sur les politiques confédérales et leurs évolutions, les modalités de transmission, la sociologie des auditeurs.

## Les archives de la CFTC

La confédération chrétienne, continuatrice selon ses propres mots, de la CFTC d'avant 1964 est restée une structure syndicale ayant une plus faible audience que sa rivale. La scission lui a fait perdre ses droits à la conservation des archives antérieures à 1964, qui reviennent à la CFDT.

Déclarée représentative par les pouvoirs publics en 1965, la CFTC a ainsi bénéficié de moyens financiers pour développer la formation syndicale, fonction que les cadres dirigeants considèrent déterminante pour faire revenir la CFTC dans le jeu syndical.

Les rapports moraux et les comptes rendus de congrès témoignent de cette nécessité, surtout au lendemain de la scission. Très rapidement, les militants s'attachent à réorganiser un service de formation syndicale, inauguré le 2 juin 1965 et qui a pour objectif principal d'apporter un contenu doctrinal, qui apparaît être une des faiblesses ayant mené à la crise de la CFTC. Ces formations s'établissent à trois niveaux : confédéral, fédéral et régional.

Plusieurs expérimentations sont menées, notamment des cours par correspondance. Il est enfin intéressant de noter qu'un bureau d'études et de documentation est constitué au sein même du service d'archives au milieu des années 1960 en vue de compléter la culture et la connaissance des militants sur les aspects économiques et sociaux.

Lors du congrès de 1998, la CFTC prône une formation, à caractère « identitaire », au titre de sa spécificité et de son originalité dans l'espace syndical.

Quelques traces de l'activité formatrice de la CFTC peuvent être mises en valeur via un fonds modeste certes, conservé par le CEDIAS-Musée Social pour les années 1920-1960. Il est construit autour des archives de l'ENO, de celles de Raymond Lebescond, et de divers documents de formation syndicale ayant appartenu aux UR CFTC du Nord et de la Région Parisienne. On y rencontre aussi des comptes rendus de commissions départementales de formation pour les années 1950-1960.

Les moyens financiers de la CFTC restent aujourd'hui trop faibles pour gérer et organiser un vrai service d'archivage. Par défaut, c'est le service de documentation qui tend à gérer les archives qui peuvent lui parvenir. Au début des années 2000, une inondation dans les caves du siège confédéral (13, rue des Écluses-Saint-Martin, Paris 10<sup>e</sup>) a eu raison des archives et autres documents qui y étaient entreposés, limitant un peu plus encore l'accès à ces informations.

Il apparaît que les archives sont conservées par les structures syndicales, unions territoriales ou fédérations dans leurs propres locaux. Dans ces conditions un inventaire est à ce jour impossible et demeure à construire. Aussi, en dehors des périodiques, brochures, et des actes de congrès, encore de nos jours, peu d'éléments semblent identifiables. Cette faiblesse ne retire rien à l'utilité de travailler sur cette confédération injustement boudée par les chercheurs.

## Les archives de la CGT

En raison de la longue histoire de la CGT, de son importance, des scissions mais aussi des réunifications qu'elle a connues et enfin des mutations de ses appareils de formation, il serait vain ici de réaliser un inventaire exhaustif, d'autant que de très nombreuses archives récupérées par le Centre confédéral d'archives (CCA) et l'Institut d'histoire sociale (IHS) de la CGT attendent d'être inventoriées.

Si l'IHS et le CCA de la CGT, créés en 1982<sup>9</sup>, sont de nature récente, plusieurs initiatives de collecte et d'organisation des archives, pour certaines antérieures à la Seconde Guerre mondiale, comme le service d'archives placé sous la responsabilité d'Henri Vielledent, parallèlement responsable administratif du Centre confédéral d'Éducation ouvrière (CCEO) entre 1937 et 1938, méritent d'être soulignées.

9. M. PIGENET, « L'Institut CGT d'histoire sociale (1982-2002) : entre exigences historiennes, impératifs d'organisation et démarche identitaire » in C. ANDRIEU, M.-C. LAVABRE, D. TARTAKOWSKY (dir.), *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Marseille, Presses universitaires de Provence, 2006, p. 241-251.

Aujourd'hui les archives de la CGT sont conservées dans deux lieux distincts : au siège de la confédération, rue de Paris à Montreuil, et aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis, qui bénéficient d'une convention avec l'IHS CGT depuis 1993 pour sauvegarder, traiter et mettre à disposition les archives de la plus ancienne des confédérations françaises.

Aux archives départementales de Seine-Saint-Denis, on retrouve les archives de nombreuses fédérations (douze) et unions nationales de syndicats (cinq). Pour au moins quatre de ces fédérations (bijouterie, horlogerie et professions s'y rattachant 1920-1978 ; habillement 1967-1985 ; travailleurs de l'agriculture 1945-1976, travailleurs de l'alimentation 1921-1974), on dispose des documents relatifs à la formation syndicale (cours, publications, correspondance, listes de stagiaires...).

Pour les archives antérieures aux années 1940, on trouvera à l'IHS l'ensemble des brochures produites par l'Institut supérieur ouvrier (ISO) et le Centre confédéral d'éducation ouvrière (CCEO).

Un fonds récemment inventorié intitulé « formation syndicale 1 et 2 », couvrant la période allant de 1976 à 2003, donne à lire de nombreuses brochures et recueils de documents, mais aussi des comptes rendus du secrétariat du CCEO pour la fin des années 1990 et des notes de membres du CCEO adressées au bureau confédéral.

D'autres archives du CCEO non classées et bénéficiant d'une numérotation provisoire, dépouillées par Yasmine Siblot, offrent d'abondants compléments avec quatre-vingt-treize boîtes auxquelles il faut en ajouter trente-trois comprenant des brochures de stages de l'ISST de Sceaux et de l'Institut supérieur du Travail (IST) de Strasbourg entre 1983 et 1996. On trouve encore des archives ayant appartenu à Marc Piolot, qui fut directeur du Centre confédéral d'archives de la CGT et secrétaire général de l'Institut CGT d'histoire sociale, ou à Pierre Roger, qui a succédé à Marc Piolot. Ce fonds offre, pour terminer, des comptes rendus de l'ISST de Strasbourg et de Sceaux ainsi que de très nombreuses brochures et documents d'études, des supports de cours, des cahiers d'évaluation des stagiaires des années 1950 à 1980.

Pour les années 1980 et 1990, un dépôt en 2003 du secteur formation (successeur du CCEO depuis 1999) qui s'intitule « La formation syndicale » permet d'accéder aux activités de formation récentes. Outre d'assez nombreuses brochures et publications (dossiers d'études et/ou documentaires s'adressant aussi bien aux stagiaires qu'aux formateurs ou responsables de stages), les thématiques abordées relèvent tout autant de contenus généralistes que d'axes plus spécifiques (comités d'entreprise, comités d'hygiène, sécurité et conditions de travail, conseils de prud'hommes, responsables de structures syndicales...).

Un autre fonds, beaucoup plus modeste, relatif à la formation syndicale générale de 1984 à 2003, met à la disposition des chercheurs des programmes et un ensemble de documents pour la direction de stage.

De nombreux fonds de militants complètent utilement les données confédérales ou fédérales. Ainsi en est-il de celui de Marcel Dufriche, ancien membre de la commission administrative de la CGT et chargé des questions d'outre-mer (Série 60CFD), comprenant différents dossiers pédagogiques, la préparation de stages syndicaux au Sénégal notamment.

Jean Schaeffer, militant socialiste, exclu de la SFIO en 1947, qui intègre ensuite le CCN de la CGT dans les années 1950, laisse un fonds comprenant quelques documents sur la formation syndicale pour les années 1950-1960.

Les très nombreuses archives que peut mettre à disposition la CGT augurent bien de la possibilité de traiter ce sujet de façon précise. Le fonctionnement du CCEO, les relations avec la CGT, la mesure de l'investissement de la CGT au sein des ISST des origines à nos jours, apparaissent abordables.

## Les archives de la CGT-FO

Soucieuse de son image, inquiète de la manière dont son histoire pourrait être écrite, mais aussi en raison d'une certaine distance avec le monde académique ou intellectuel à la différence de la CGT ou la CFDT, la Confédération générale du Travail-Force ouvrière (CGT-FO) est restée largement ignorée par les historiens. Les publications d'Alain Bergounioux<sup>10</sup> furent les seules références durant de longues années avant que les travaux initiés par Michel Dreyfus et Jean-Louis Robert<sup>11</sup>, la thèse de Karel Yon<sup>12</sup> ou les recherches de quelques étudiants<sup>13</sup> ne renouvellent en profondeur nos perspectives sur cette confédération.

Les possibilités d'enquêtes historiques sont nombreuses mais se trouvent confrontées à un traitement et à une valorisation encore balbutiants dans une confédération qui ne dispose, pour l'heure, que de faibles moyens pour le faire. Les archives sont conservées au siège confédéral de la CGT-FO.

Pour comprendre la construction d'un appareil de formation syndical comme celui de la CGT-FO, il conviendra d'explorer le fonds de Georges Vidalenc, conservé par l'Institut français d'histoire sociale dans les locaux des Archives Nationales, classé sous la cote 14 AS 225 1-9 et comportant quarante-six dossiers.

Il demeure pour les années d'après-guerre et jusqu'au milieu des années 1960 la principale cheville ouvrière de la mise en place du Centre d'éducation ouvrière de la CGT-FO. Avant-guerre à la CGT il fut avec Georges Lefranc, dont le fonds très modeste est conservé au Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle<sup>14</sup>, le promoteur du CCEO, poursuivant ce militantisme en faveur d'une éducation syndicale durant plus de trente années. Si quelques éléments ont trait à l'activité du CCEO avant-guerre, on trouvera d'autres archives sur la mise en place du CCEO à la CGT en 1945 avant le départ de Vidalenc pour la CGT-FO deux années plus tard.

Il rend compte également de son travail en faveur de la connaissance des dispositifs d'éducation ouvrière ou de la possibilité d'en mettre en place dans différentes régions du monde (Italie, Turquie, Afrique...), missionné par le Bureau International du Travail (BIT) au sein duquel la CGT-FO s'investit de façon conséquente.

Les correspondances avec différents leaders syndicaux à l'échelle nationale ou internationale, les plans de conférences ou de cours, mais aussi les très nombreuses

10. A. BERGOUNIOUX, *Force Ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1975, et *Force Ouvrière*, Paris, PUF, 1982.

11. M. DREYFUS, G. GAUTRON, J.-L. ROBERT (dir.), *La naissance de Force Ouvrière. Autour de Robert Bothereau*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003.

12. K. YON, *Retour sur les rapports entre syndicalisme et politique : le cas de la CGT-FO. Éléments pour la sociologie d'un « monde de pensée »*, thèse de doctorat de science politique (dir. F. Bastien), Université de Paris I, 2 vol., 2008.

13. M. NOYER, *L'Union départementale CGT-Force ouvrière de Maine-et-Loire de 1948 à 1956*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, C. Bard (dir.), Université d'Angers, 2003 ; G. TROUSSET, *Libertaires et syndicalistes révolutionnaires dans la CGT-Force ouvrière (1946-1957)*, mémoire de master de recherche 2 en histoire, M. Pigenet (dir.), Université de Paris-I, 2007.

14. La plus grande partie des archives de Georges Lefranc est conservée à la Hoover Institution, à Stanford (Californie).

copies d'articles, brochures en lien avec ce sujet (Centre d'éducation ouvrière, Centre de formation de militants syndicalistes, Organisation internationale du Travail...), dont certaines écrites par Vidalenc lui-même, attestent une volonté d'améliorer sans cesse et d'accroître les effets de la formation, en essayant de puiser dans les différentes expériences les démarches les plus probantes et efficaces (pays scandinaves, États-Unis).

Pour une approche plus localisée on mettra à profit les fonds conservés par le Centre d'histoire du travail de Nantes (CHT) portant sur l'UD CGT-FO de Loire-Atlantique et qui permettent de comprendre comment les stages sont organisés à partir des correspondances entre le CEO et les responsables de l'UD, la sociologie des stagiaires, les programmes de formation, les brochures mises à disposition, dans les années 1970 pour l'essentiel.

Le fonds Paul Malnoé, un des responsables locaux de la centrale réformatrice, rend compte, quant à lui, des échanges avec les intervenants des sessions de formation (médecin et autres spécialistes...) et des contenus de cours du CFMS. Il semble, hélas, que des fonds départementaux ou régionaux de cette qualité et de cette ampleur demeurent rares sur d'autres territoires.

## Les archives de la FEN

Il n'est pas utile ici de rappeler l'histoire singulière du syndicalisme enseignant dont la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) a été la structure majoritaire durant près de cinquante ans, de son autonomisation en 1948 marquant le refus de l'éclatement syndical entre la CGT et la CGT-FO jusqu'à la scission de 1993 qui a vu naître la Fédération syndicale unitaire (FSU) puis la transformation de la FEN aux mains des militants réformatrices et socialistes en Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) Éducation.

Rechercher les traces des archives relevant du domaine de la formation syndicale s'avère difficile en raison de la constitution même de cette fédération ne comprenant pas moins de trente et un syndicats nationaux. Les archives de la FEN sont déposées aux ANMT de Roubaix et plusieurs versements y ont été effectués<sup>15</sup>. En matière de formation syndicale, une rupture intervient en août 1976 du fait de la reconnaissance de la FEN comme syndicat représentatif, lui permettant, à elle et ses syndicats constitutifs, de bénéficier de fonds conséquents pour mettre en place un vrai service de formation syndicale. Antérieurement des formations au niveau des syndicats, des sections départementales ou à l'échelon fédéral étaient menées, mais hors du temps de travail, avec des moyens qui semblent négligeables.

On peut appréhender la trace de ces évolutions dans le fonds intitulé Affaires culturelles (et stages internationaux) et en particulier dans le fonds Guy Delage, qui livre de précieuses informations sur le Centre de Formation syndicale de la FEN. Pour la période 1971-1986, le secteur Vie interne a déposé 103 boîtes livrant des indications sur la nature et la thématique des stages, la physionomie des participants, les documents fournis aux stagiaires et autres brochures.

15. F. COPPIN, « Présentation du fonds national des archives de la FEN déposé aux ANMT (Archives nationales du monde du travail) », in L. FRAJERMAN *et alii* (éds), *La Fédération de l'Éducation nationale (1928-1992). Histoire et archives en débat*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010, p. 275-289.

Le fonds du secrétariat général de Guy Le Néouannic et Jean-Paul Roux offre de nécessaires compléments avec onze cartons (n° 1326-1336) concernant les formations et les labels du Centre fédéral pour l'organisation de celles-ci pour les années 1996 à 2000, auxquels il faut en ajouter deux autres traitant des subventions allouées par le ministère pour mener la formation (n° 2433-2434) pour les années 1976-1994.

Pour les syndicats les plus importants de la FEN tels que le Syndicat national des instituteurs (SNI) ou le Syndicat national de l'enseignement du second degré (SNES), il est possible de retrouver différents dossiers. Leur presse peut aussi éclairer sur la nature des stages. Au sujet du SNES, il s'avère difficile de remonter à la période antérieure à 1967. Au moment du passage de témoin entre ancienne et nouvelle majorité, l'équipe sortante aurait détruit les archives et laissé une dizaine de cartons. L'Institut de recherche sur le syndicalisme dans les enseignements du second degré (IRHSES), créé en 1985 et resté dans le giron de la FSU après 1992, stocke en complément du dépôt aux ANMT des archives du Syndicat national de l'enseignement technique (SNET) ou du SNES. Pour ce dernier, la formation devient un axe fort dans les années 1950-1960, face à l'augmentation rapide du nombre d'enseignants mais aussi de syndiqués. Au lendemain de 1968, la bataille que se livrent les trois principales tendances du SNES s'accroît. Dans ce cadre la formation devient un moment tout à la fois pour débattre, mesurer des rapports de force et repérer des militants susceptibles de devenir de futurs cadres syndicaux.

Les archives dont dispose l'IRHSES permettent de comprendre ces enjeux et les priorités données : dans les années 1970 des stages apparaissant idéologisés qui traitent des négociations salariales, de la lutte contre l'échec scolaire, de la formation des maîtres puis dans les années 1980 des formations plus techniques (stages académiques ou interacadémiques pour les nouveaux adhérents permettant de mesurer « l'avis de la base », mais aussi formations de commissaires paritaires, sur l'outil informatique, la vie scolaire...). Dans les années 1990, on note une percée des stages apportant des éléments sur la communication (rédaction de communiqués, expression publique...).

Particulièrement riches, ces archives restent par leur dissémination et en raison de la nature même du syndicalisme enseignant (syndicats nationaux à forte identité) difficiles à traiter. Des efforts entrepris par l'UNSA Éducation et la FSU font espérer des possibilités renouvelées pour les prochaines années.

## Les archives de Solidaires

Travailler sur les archives de la formation syndicale de Solidaires amène à se confronter à une triple difficulté : c'est une Union syndicale relativement jeune. Solidaires succède en 1998 au G10 constitué 17 années auparavant par plusieurs fédérations et syndicats autonomes, traduisant une évolution organique et sociologique des syndicats constitutifs de l'Union, depuis le début des années 1990 : multiplication des syndicats portant le sigle SUD – Solidaires, Unitaires, Démocratiques –, mais aussi départ de syndicats « historiques » du G10, comme la Fédération générale des syndicats de salariés des organisations professionnelles de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire (FGSOA). Si une volonté existe depuis longtemps, la mise en place d'un organisme de formation efficace, le Centre d'étude et de formation interprofessionnel Solidaires (CEFI), ne date que de 2006. Solidaires reste ensuite une Union, rejetant le « confédéralisme », associé au risque de centralisation des

pouvoirs dans l'esprit de nombre de syndicats qui sont, le plus souvent, issus des grandes confédérations qu'ils ont choisi de quitter. Aussi l'essentiel de la formation réside-t-il au sein des fédérations constitutives, sans que Solidaires y soit associé, ni même tenu au courant. Enfin ce syndicat « radical », bien que connaissant une progression continue de ses effectifs, ne jouit que de moyens modestes au regard des autres confédérations et d'une représentativité encore limitée. Le CEFI, par exemple, n'est reconnu comme organisme habilité à organiser des stages et des sessions de formation dans le cadre des congés de formation syndicale au sein de la fonction publique d'État que depuis janvier 2009.

L'ensemble de ces conditions ne favorise pas le repérage ni la constitution d'un véritable fonds d'archives. Il est cependant envisageable d'explorer les fonds conservés au sein des locaux du CEFI, sous forme dématérialisée ou non, depuis 2006.

Concernant le fonctionnement du CEFI et plus généralement la politique de formation dont a la charge la commission formation de Solidaires, on mettra à profit les comptes rendus réalisés à l'occasion des congrès de l'Union, ainsi que les comptes rendus périodiques de l'institut de formation.

La sociologie des stagiaires et les thématiques développées, portant essentiellement sur les institutions représentatives du personnel (DP, CE, CHSCT...), mais aussi sur les dimensions éthiques et politiques du syndicalisme (valeurs, économie, histoire du mouvement ouvrier...), peuvent être appréhendées, même si la nature et l'ampleur des données recueillies sur les stagiaires (près de 3000 sur l'année 2010) restent mesurées, les responsables du CEFI n'ayant ni l'intention ni la possibilité d'établir des statistiques fines, faute de moyens.

On ne trouvera qu'en quantité limitée les supports de stages, la plupart restant disséminés ou conservés par les formateurs. Les comptes rendus des rencontres « identitaires » ayant lieu une fois l'an, qui constituent une singularité de Solidaires, sont accessibles au public, comme les brochures de formation traitant des institutions représentatives du personnel et des conseils de prud'hommes.

En somme, même si on peut estimer que les données existantes sont relativement importantes, il reste aujourd'hui assez difficile, faute de centralisation des archives, de pouvoir pleinement investir cette question alors qu'elle demeure un enjeu stratégique de l'Union Solidaires.

## Les contacts

### **ANMT**

*Archives nationales du monde du travail*

BP 405 78 boulevard du Général Leclerc 59057 Roubaix Cedex 1

Tél : 03 20 65 38 00

Contact : Françoise Bosman

Courriel : [anmt@culture.gouv.fr](mailto:anmt@culture.gouv.fr)

Site internet : [www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/index.html](http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/index.html)

### **CFDT (1964)**

*Archives confédérales*

4 boulevard de la Villette 75955 Paris Cedex 19

Tél. : 01 42 03 80 25

Contact : Mme Annie Kuhn munch

Courriel : akuhn munch@cfdt.fr

*Archives interfédérales*

47 avenue Simon Bolivar 75950 Paris Cedex 19

Tél. : 01 56 41 50 12

Contact : Mme Elise Mavraganis

Courriel : emavraganis@cfdt.fr

Site Internet : <http://www.cfdt.fr/rewrite/article/18377/qui-sommes-nous/le-reseau-cfdt/nos-archives/nos-archives.htm?idRubrique=8002>

### **CFTC (1919)**

*CFTC-documentation*

13 rue des Ecluses-Saint-Martin 75483 Paris Cedex 10

Tél. : 01 44 52 49 38

Contact : Laurent Barberon

Courriel : documentation@cftc.fr

### **CGT**

*Institut d'histoire sociale*

263 rue de Paris 93516 Montreuil Cedex

Tél. : 01 48 18 84 90

Contact : Aurélie Mazet

Courriel : ihs@cgt.fr

Site Internet : [www.ihs.cgt.fr/](http://www.ihs.cgt.fr/)

### **CGT - Force Ouvrière (1947)**

*Centre de documentation Gabriel Ventéjol*

141 avenue du Maine 75014 Paris

Tél. : 01 40 52 82 05 / 01 40 52 82 15 / 01 40 52 83 58

Contact : Pascale Rubin

Courriel : prubin@force-ouvriere.fr

### **FSU (1993), FEN (1945)**

*IRHSES (Institut de Recherches Historiques, Économiques, Sociales et Culturelles)*

46 avenue d'Ivry 75647 Paris Cedex 13

Tél : 01 40 63 28 10

Contact : Françoise Chevalier

Courriel : irhses@snes.edu

Site Internet : [www.irhses.snes.edu/](http://www.irhses.snes.edu/)

### **Solidaires (1998), G10 (1981)**

*CEFI (Centre d'étude et de formation interprofessionnel Solidaires)*

144 boulevard de la Villette 75019 Paris

Tél : 01 58 39 30 20

Contact : Gérard Coste et Jean Michel Benichou

Courriel : [cefi@solidaires.org](mailto:cefi@solidaires.org) / [formasynd@solidaires.org](mailto:formasynd@solidaires.org)

**UNSA Education**

*Centre Henri Aigueperse Centre de Recherche, Histoire sociale, Formation et Documentation*

87 bis avenue Georges Gosnat 94853 Ivry-sur-Seine Cedex

Tél. : 01 56 20 29 50

Contact : Françoise Barbier

Courriel : [cha@unsa-education.org](mailto:cha@unsa-education.org)

Site Internet : [www.unsa-education.org](http://www.unsa-education.org)